



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale
de la Cohésion Sociale et de la
Protection des Populations (DDCSPP)

Service protection et santé animales
et installations classées pour la
protection de l'environnement

**Arrêté préfectoral
portant occupation temporaire des sols**

**dépôt de déchets amiantés
Commune de PORTE DE SAVOIE (Les Marches)**

Le préfet de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 541-3 et R. 541-12-16 ;

VU la circulaire ministérielle du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée chaîne de responsabilités – défaillance des responsables ;

VU la loi du 29 décembre 1892 modifiée relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2017 portant l'exécution d'office de l'évacuation de l'ensemble des déchets amiantés entreposés au 341 chemin du Veyrier sur la commune de Les Marches, et confiant la maîtrise d'ouvrage desdits travaux à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) ;

VU le courrier de l'ADEME du 6 novembre 2020 ;

CONSIDÉRANT la présence d'une quantité importante de matériaux amiantés dégradés et émissifs à proximité immédiate d'habitations ;

CONSIDÉRANT que les déchets sont abandonnés depuis plusieurs années dans des conditions contraires aux prescriptions énoncées par la législation sur les déchets (livre V – titre IV du code de l'environnement), et notamment par l'article L. 541-1 du code ;

CONSIDÉRANT que cette situation est susceptible d'induire des risques sanitaires pour le voisinage proche de l'installation, en lien avec l'émission potentielle de fibres d'amiante ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre un terme à cette situation et de procéder dans les meilleurs délais à la mise en sécurité du site ;

CONSIDÉRANT qu'en confiant la maîtrise d'ouvrage des travaux à l'ADEME, l'arrêté du 30 juin 2017 susvisé offre la garantie d'une exécution rapide et complète des travaux, dans des conditions propres à assurer une protection forte des travailleurs et des populations voisines ;

CONSIDÉRANT que madame Georgette DIJOURD-PERCEVAL, propriétaire de terrain concerné, et monsieur Jérôme PERCEVAL, ancien gérant de la société PRD ont engagé l'évacuation d'une partie des déchets amiantés ;

CONSIDÉRANT que l'ADEME a donc retardé son intervention ;

CONSIDÉRANT que l'ADEME a constaté, lors d'une visite le 21 mars 2018, la présence encore importante de déchets amiantés ;

CONSIDÉRANT que la désignation d'un assistant à maîtrise d'ouvrage est en cours de finalisation mais que la consultation des entreprises de travaux pour la mise en sécurité et la réalisation de ces derniers restent à mener ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRÊTE

Article 1

Les représentants de l'ADEME et des entreprises mandatées par cet organisme sont autorisés, à titre provisoire, et sous réserve des droits des tiers, à procéder, sur la parcelle n°76 – section AC du cadastre de la commune de Porte de Savoie (Les Marches), et sur les parcelles limitrophes le cas échéant, aux travaux prescrits par arrêté du 30 juin 2017.

À cet effet, ils pourront effectuer toutes les opérations que la réalisation des travaux rendra indispensable.

La présente autorisation est accordée jusqu'au 31 mars 2022. Elle sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'effet dans les six mois à compter de sa date d'entrée en vigueur.

Article 2

Le propriétaire ou les locataires des parcelles susvisées devront suspendre toute intervention de nature à perturber la réalisation des travaux prescrits à l'ADEME par arrêté du 30 juin 2017.

Article 3 :

Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal contradictoire sera établi par l'ADEME en présence du propriétaire de chacune des parcelles susvisées ou de ses représentants.

Les indemnités qui pourraient être dues par les dommages causés à la propriété en cause à l'occasion des travaux seront à la charge de l'ADEME. A défaut d'entente amiable, leur montant sera fixé par le tribunal administratif.

Article 4 :

Outre la copie de l'arrêté préfectoral de travaux d'office du 30 juin 2017 , chacun des responsables chargés de travaux devra être muni d'une copie du présent arrêté, qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Article 5 : Délais et voie de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie à l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Article 6 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à madame Georgette DIJOURD-PERCEVAL.

Le présent arrêté sera publié et affiché en mairie de Porte de Savoie (Les Marches) au moins dix jours avant le commencement des travaux, à la diligence du maire, qui adressera à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité, et aux frais de l'ADEME.

Une copie est adressée pour information à l'ADEME et à M. Jérôme PERCEVAL.

Article 7 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur régional Auvergne Rhône-Alpes de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chambéry, le 30 NOV. 2020

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale,

Juliette PART